



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
SUD-OUEST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général pour l'Administration
du Ministère de l'Intérieur
du Sud-Ouest**

Numéro du marché :	SGAMI33-2025-01-FCS
--------------------	----------------------------

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Assurances « Dommages à l'ouvrage »

Acheteur :	SGAMI SUD-OUEST Secretariat General pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur		
Adresse :	89 cours Dupre de Saint- Maur BP 30091 33041 BORDEAUX CEDEX		
Objet de la consultation :	Marché d'assurance dommages à l'ouvrage pour la Construction d'un bâtiment administratif neuf à La Rochelle (17)		
Opération concernée : (Désignation et adresse)	Construction d'un bâtiment administratif neuf sur le site de la Cité Administrative Duperré à La Rochelle (17)		
Date réglementaire d'ouverture du chantier / ordre de service :	13/01/ 2023	Durée prévisionnelle :	26.5 mois (dont 2 mois de préparation)
Montant prévisionnel de l'opération (tous lots - TTC - honoraires compris) après avenant :	6 044 993 €		
Un dossier technique complet est joint en annexe du présent cahier des clauses particulières accompagné d'une annexe de présentation de l'opération et d'une fiche de synthèse couts et intervenants.			

Article 1 – DISPOSITIONS GENERALES	Page 3 / 9
Article 2 – DEFINITIONS	Page 3 / 9
Article 3 – GARANTIES ACCORDEES	Page 4 / 9
Article 4 – MONTANT DES GARANTIES ET FRANCHISES	Page 6 / 9
Article 5 – CLAUSES PARTICULIERES DU CONTRAT	Page 6 / 9
Article 6 – AUTRES DISPOSITIONS PARTICULIERES	Page 7 / 9
Article 7 – RESILIATION DU MARCHE	Page 8 / 9
Article 8 – DISPOSITIONS DIVERSES	Page 8 / 9
Annexes au Cahier Des Clauses Particulieres :	
1. Présentation de l'opération : Eléments techniques construction	
2. Fiche de synthèse couts et intervenants	

Article 1 – DISPOSITIONS GENERALES

Le souscripteur souhaite l'établissement d'une couverture « dommages à l'ouvrage » et « contrat collectif de responsabilité civile décennale » pour l'opération visée ci-avant.

La gestion des sinistres devra intervenir dans le cadre de la convention de règlement des sinistres (CRAC : Convention de règlement de l'assurance Construction).

L'ensemble des dispositions du présent cahier des clauses particulières constitue les conventions particulières du contrat d'assurances. **Ces dispositions dérogent à toutes les conditions d'assurance (générales, particulières, spéciales...) émises par l'assureur dans le cadre du présent marché et s'appliqueront par conséquent en priorité.**

Toutefois, dans le cas où les conditions de l'assureur comporteraient des dispositions plus favorables aux intérêts de l'assuré, leur application reprendrait un caractère prioritaire.

Article 2 – DEFINITIONS

Assuré :

Au titre de la garantie « Dommages à l'ouvrage » : Le souscripteur et les propriétaires successifs de l'ouvrage.

Réception :

L'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte les travaux exécutés, avec ou sans réserve, dans les conditions fixées par l'article 1792-6 du Code Civil Français ou en vertu d'une décision de justice

Travaux de technique courante :

Outre les travaux traditionnels, c'est à dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date, sont considérés comme étant de technique courante les ouvrages répondant aux caractéristiques suivantes :

- Travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P ou à des recommandations professionnelles acceptées par la C2P.
- Travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publié par un organisme reconnu par la profession, dans le cadre de marché publics.
- Procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché, d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (Atec), valides et non mis en observation par la C2P.
- Procédés ou produits faisant l'objet, au plus tard le jour de la réception (au sens de l'article 1792-6 du code civil), d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (Atex) avec avis favorable.

Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission prévention produits mis en œuvre par l'Agence Qualité Construction), les recommandations professionnelles acceptées par la C2P et les procédés ou produits mis en observation par la C2P sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction (www.qualiteconstruction.com).

Attestation nominative de responsabilité civile décennale :

Attestation décennale spécifique de chantier portant l'ensemble des mentions conformes et reprenant les éléments suivants :

- adresse du chantier
- nom du maître d'ouvrage
- date de DOC (Déclaration d'Ouverture de Chantier)
- montant du marché de l'entreprise
- coût de construction déclarée HT et TTC
- nature de la mission ou des travaux dont l'entreprise à la charge l'entreprise
- détails des procédés, produits mis en œuvre.

Article 3 – GARANTIES ACCORDEES

A – DOMMAGES A L'OUVRAGE :

Les garanties s'exercent sur les seuls ouvrages et éléments d'équipement de l'opération de construction, soumis à l'obligation d'assurance par la loi, en ce compris les ouvrages accessoires au sens de l'article 243-1-1 du Code des Assurances ainsi que les parkings et V.R.D. privatifs et accessoires, afférents à chaque opération de construction, reliant les différents immeubles constituant l'opération de construction au réseau public général.

3.1 - Garantie obligatoire des risques visés à l'article L 242-1 du Code des Assurances

Le présent contrat a, notamment, pour objet de garantir, en dehors de toute recherche de responsabilité, le paiement de la totalité des travaux de réparation des dommages, même résultant d'un vice du sol, de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs au sens de l'article 1792-1 du Code Civil, les fabricants et les importateurs ou le contrôleur technique, sur le fondement de l'article 1792 du Code Civil, c'est-à-dire les dommages qui :

- Compromettent la solidité des ouvrages constitutifs de l'opération de construction,
- Et / ou affectent lesdits ouvrages dans l'un de leurs éléments constitutifs ou l'un de leurs éléments d'équipement, les rendent impropres à leur destination,
- Et / ou affectent la solidité de l'un des éléments d'équipement indissociables des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert, au sens de l'article 1792-2 du Code Civil.

Les travaux de réparation des dommages comprennent les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage, éventuellement nécessaires.

Il est convenu que les désordres apparents à la réception sont pris en charge dès l'instant que le maître d'ouvrage a mis en demeure l'entreprise d'effectuer les travaux de reprise, cette mise en demeure étant restée sans effet. Cette mise en demeure doit être adressée aux constructeurs en LRAR dans le cadre de la garantie de parfait achèvement de l'article

1792-6 du Code Civil, et doit prévoir un délai d'exécution.

3.1.1 – Sont exclus des garanties les équipements de production d'électricité photovoltaïque indissociablement liés ou non à la couverture de l'ouvrage, ainsi que les organes de transformation et de régulation de l'énergie produite, du fait de dommages qui n'affectent pas la solidité du couvert de l'ouvrage ou qui ne rendent pas l'ouvrage impropre à sa destination. En particulier ne sont pas garanties les insuffisances de production d'électricité photovoltaïque, lorsque la seule destination de cette production est la revente à l'opérateur d'électricité ou à tout autre opérateur dans le domaine de l'énergie électrique.

Pour la part de production d'électricité par les panneaux photovoltaïques destinée à l'autoconsommation : les garanties du présent contrat seront accordées en application de l'article L 111-13-1 du Code de la construction et de l'habitation. La présente garantie est accordée pour autant que l'installation photovoltaïque bénéficie d'un contrat annuel de maintenance.

3.2 - Garanties complémentaires

3.2.1 : Garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipements dissociables

La garantie s'applique à la réparation des dommages matériels entraînant la mise en jeu de la garantie de bon fonctionnement visée à l'article 1792-3 du Code civil lorsqu'ils rendent les éléments d'équipement inaptes à remplir les fonctions qui leur sont dévolues.

3.2.2 : Garantie des dommages immatériels survenus après réception

On entend par dommage immatériel tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service ou de la perte d'un bénéfice.

La garantie s'applique à la réparation des dommages immatériels subis par le propriétaire et/ou les occupants de la construction, résultant directement d'un dommage matériel couvert au titre des garanties obligatoires ou complémentaires énoncées (garantie de bon fonctionnement, garantie des dommages aux existants).

Article 4 – MONTANT DES GARANTIES ET FRANCHISES (les franchises ne sont pas indexées)

Montant de garantie (sans franchise), conformément aux dispositions légales, à hauteur du coût total définitif de la construction revalorisé en fonction de l'évolution de l'indice BT 01 entre la date de souscription ou la date de déclaration du coût total de construction définitif et la date de réparation du sinistre. Il peut être reconstitué après sinistre moyennant complément de cotisation.

Pour les garanties complémentaires :

- Garantie de bon fonctionnement (sans franchise)

Montant de garantie à hauteur de 800.000 €.

- Garantie des dommages Immatériels (sans franchise)

Montant de garantie à hauteur de 500.000 €.

Article 5 – CLAUSES PARTICULIERES DU CONTRAT

Dispositions générales :

5.1 - Il est convenu que l'assureur renonce à l'application de la règle proportionnelle résultant des dispositions de l'article L 121-5 du Code des assurances dans la mesure où l'assuré s'engage à déclarer le coût définitif des travaux et à régler le complément de cotisation qui en résulte.

5.1.1 – Une évolution du montant de l'opération (montant prévisionnel par rapport au montant définitif) < à 20 % ne peut être constitutive d'une aggravation du risque et donner lieu à une modification des taux de cotisations proposés (une régularisation de la cotisation restera effectuée).

5.2 – Les montants de garantie pourront être reconstitués sur demande du souscripteur ou de toute autre personne ayant un intérêt à la conservation de la construction adressée par lettre recommandée à l'assureur, sous condition du versement d'un complément de cotisation dont le montant sera fixé d'un commun accord entre les parties. Cette reconstitution pourra être

accordée uniquement si elle est demandée au plus tard dans un délai d'un mois suivant la date de versement de l'indemnité ou de la dernière fraction d'indemnité suite à sinistre.

5.3 – Les indemnités sont versées toutes taxes comprises (l'assiette étant également T.T.C.).

5.4 - La garantie prend effet dans les conditions suivantes :

La période de garantie commence au plus tôt à l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement définie à l'article 1792-6 du Code Civil. Sous réserve de l'application de l'article L 114-1 du Code des assurances, elle prend fin à l'expiration d'une période de 10 ans courant à compter de la réception de l'ouvrage.

Conformément aux dispositions légales, la garantie dommages-ouvrage est acquise au bénéfice de l'assuré :

- Avant la réception de l'ouvrage, lorsque, après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai d'un mois, le contrat de louage d'ouvrage conclu avec l'entrepreneur est résilié, pour inexécution par celui-ci de ses obligations ;
- Après réception et avant le terme du délai de parfait achèvement, lorsque, après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai d'un mois, l'entrepreneur n'a pas exécuté dans le délai fixé contractuellement dans la lettre de mise en demeure ou à défaut dans un délai de 90 jours, son obligation de réparer.

o **Garantie complémentaire de bon fonctionnement :**

La garantie prend effet au plus tôt à l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement définie à l'article 1792-6 du Code Civil, et prend fin à l'expiration d'une période de 2 ans courant à compter de la réception de l'ouvrage.

Toutefois, la garantie est acquise pendant le délai de garantie de parfait achèvement, lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, l'entrepreneur n'a pas exécuté ses obligations dans le délai fixé au marché ou, à défaut, dans un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la mise en demeure restée infructueuse.

o **Garantie complémentaire des dommages immatériels :**

La garantie, lorsqu'elle est mise en jeu à la suite d'un dommage matériel garanti au titre de la garantie obligatoire ou de la garantie complémentaire des dommages aux existants, prend effet au plus tôt à la date de réception des travaux et prend fin à l'expiration d'une période de 10 ans à compter de la réception.

Elle est acquise pendant un délai de deux ans à compter de la réception lorsqu'elle est mise en jeu à la suite d'un dommage matériel garanti au titre de la garantie complémentaire de bon fonctionnement.

5.5 - Les contrats ne pourront stipuler d'exclusion de garantie pour l'assuré - souscripteur - lorsque les dommages résulteront de l'absence de travaux qui, non prévus au Marché des Constructeurs, auraient été nécessaires pour compléter la réalisation de la construction.

La garantie « dommages à l'ouvrage » ne fait l'objet que des seules exclusions légales telles que formulées par l'article A 243-1 du Code des assurances.

5.5.1 – Pour les garanties complémentaires bon fonctionnement et dommages immatériels, les exclusions complémentaires suivantes sont applicables :

- ne sont jamais garantis les dommages :

- affectant les appareils et équipements ménagers ou domestiques, même s'ils sont fournis au titre du contrat de vente du bâtiment,
- affectant les éléments d'équipement d'un ouvrage au sens des articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du Code civil, y compris leurs accessoires, dont la fonction exclusive est de permettre l'exercice d'une activité professionnelle dans l'ouvrage, tels que visés à l'article 1792-7 du Code civil,
- résultant d'économies imposées aux constructeurs dans le choix des matériaux et/ou procédés de construction qui sont à l'origine des dommages,

- résultant de la non prise en compte des réserves techniques notifiées à l'assuré par les constructeurs au sens de l'article 1792-1 du code civil, les sous-traitants, les fabricants, les négociants et le contrôleur technique.

- ne sont pas garanties les astreintes et pénalités de retard, qu'elles soient à votre charge ou non ;

5.6 - Pour la garantie couvrant les désordres de nature décennale, le contrat ne pourra stipuler de déchéance des droits à garantie de l'assuré pour un sinistre que dans les cas de fausse(s) déclaration(s) faite(s) sciemment, ainsi qu'en cas de déclaration tardive d'un sinistre (sauf cas de force majeure ou cas fortuit) si l'assureur démontre que le retard dans la déclaration lui a causé un préjudice (et dans la limite dudit préjudice – article L 113-2 du Code des assurances).

5.7 - Les parties déclarent expressément se placer sous le régime des articles L 242.1, L 242.2 et suivants du Code des assurances, par conséquent, elles conviennent que l'ensemble des dispositions desdits articles et des règlements pris pour leur application font obligation entre elles, notamment celles liées aux délais d'instruction et de règlement des sinistres, y compris ceux entrant dans le cadre des garanties dites facultatives.

Article 6 – AUTRES DISPOSITIONS PARTICULIERES

6.1 - Les offres devront tenir compte des seules exigences particulières suivantes :

- La déclaration à l'assureur du coût total de la construction soumis à garanties doit intervenir dans le mois suivant l'arrêt des comptes définitifs de la construction.
- Dans tous les cas cette déclaration doit intervenir dans un délai de **18** mois à compter de la date de réception des travaux.

6.2 - Les cotisations seront déterminées comme suit :

- À la souscription du ou des contrats, une cotisation provisionnelle sera émise dont le calcul sera déterminé en prenant pour base le montant estimatif du coût de la construction multiplié par le taux hors taxes défini par l'assureur retenu et augmenté des taxes légales.
- Une cotisation définitive après la déclaration du coût final de la construction dans les délais indiqués au § 6.1. Aucune régularisation de cotisation ne sera opérée (restitution ou appel de cotisation) si elle est inférieure à 250 €.

6.3 – Aucune sanction ou pénalité ne peut être applicable en cas de non-respect par l'assuré d'une obligation de transmission de pièces si le titulaire du marché ne peut prouver qu'il a effectué une relance préalable.

Contrôle des attestations d'assurances R.C. décennale des entreprises :

6.5 – Les services du souscripteur collectent les assurances R.C. décennale des réalisateurs liés au Maître d'Ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage et les adressent à l'assureur au fur et à mesure de leur réception.

6.5.1 – L'assureur s'engage à effectuer une vérification de l'attestation dans les 30 jours suivant leur réception et formuler ses observations dans les 30 jours de leur réception. A défaut il sera réputé considérer l'attestation comme conforme.

6.6 - En cas d'absence de fourniture d'une attestation d'assurance de responsabilité décennale à la date de réception de l'ouvrage :

- la cotisation complémentaire applicable ne peut être > à 20 % pour les entreprises de 2nd œuvre et 30 % pour les entreprises de structure / gros œuvre et pour la maîtrise d'œuvre / contrôle technique / étude de sols / concepteur.
- Le montant de cette cotisation complémentaire ne peut être supérieure à 60 % de la cotisation initialement due.

Article 7 – RESILIATION DU MARCHE

Le marché peut être résilié avant sa date normale d'expiration uniquement dans les cas et conditions ci-après :

7.1 - Par le Titulaire

- en cas de non-paiement de la cotisation dans les conditions prévues à l'article L. 113-3 du Code des Assurances et selon les règles de la Commande Publique ;
- en cas d'aggravation du risque en cours du marché, déclarée par le souscripteur et après avoir proposé une revalorisation de la cotisation refusée, dans les conditions prévues à l'article L. 113-4 du Code des assurances. A réception de la proposition de revalorisation de la cotisation, l'entité dispose d'un délai de trente (30) jours pour faire connaître sa décision ;
- en cas de déclaration inexacte des risques assurés ou des éléments de calcul permettant la fixation de la cotisation, conformément aux dispositions de l'article L. 113-9 du Code des assurances ;

7.2 - Par l'Assuré

En cas de réduction du risque, déclarée par le souscripteur selon les dispositions prévues à l'article 4.2, si l'Assureur refuse de déduire la cotisation en conséquence. A réception de la réponse du Titulaire dans les trente (30) jours à compter de la réception par lui de la déclaration de réduction du risque, le souscripteur dispose d'un délai de trente (30) jours pour faire connaître sa décision.

7.3 - Modalités de résiliation

La décision de résiliation par le Titulaire ou par le souscripteur est notifiée par lettre recommandée avec accusé réception, dans les conditions prévues par l'acte d'engagement.

Article 8 – DISPOSITIONS DIVERSES

8.1 - Droit, langue et monnaie applicables

La langue de travail, utilisée lors des réunions, est le français.

Tous les documents, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

8.2 - Prescription

Toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance. Par exception, les actions dérivant d'un contrat d'assurance relatives à des dommages résultant de mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse-réhydratation des sols, reconnus comme une catastrophe naturelle dans les conditions prévues à l'article L. 125-1 du Code des Assurances, sont prescrites par cinq ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

1° En cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;

2° En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

8.3 - Contrôle de l'entreprise d'assurance

L'autorité chargée du contrôle de l'entreprise d'assurance est l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution – 61, rue Taitbout - 75436 Paris Cedex 09 (Tél. : 01 49 95 40 00).

8.4 - Différends / contentieux

Toutes les difficultés, litiges ou contestations qui pourraient naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Bordeaux, sis 9 Rue Tastet, CS 21490, 33063 Bordeaux Cedex, tél. : 05 56 99 38 00, greffe.ta-bordeaux@juradm.fr, <http://bordeaux.tribunal-administratif.fr>

8.5 - Retard administratif dans le paiement des primes

Les cotisations du présent marché devant être payées dans les formes prescrites selon les règlements administratifs en vigueur, les assureurs renoncent à suspendre leurs garanties ou à résilier le marché si le retard du paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives (y compris le vote des dépenses).

8.6 - Révision

Le montant des indemnités et des garanties a été établi sur la base des textes législatifs et réglementaires existant à la date de prise d'effet du contrat.

Si ultérieurement, ces textes venaient à être modifiés, le candidat retenu pourra proposer à l'Assuré une révision de ces conditions de garanties, dans le cadre d'un avenant à conclure entre les parties.